

EDITORIAL

Tout est possible

Dans la vie, tout n'est pas à l'eau de rose. Mais quand on veut on peut. En toute chose, seul le premier pas coûte, mais aussi compte. Beaucoup pensent entreprendre mais ont peur et parfois même hésitent. A force d'hésiter, ils hésitent tout le temps, sinon toute la vie. Et après c'est le temps qui passe et eux restent là où le temps les a trouvés. Pourtant, comme dans la dialectique de David et Goliath, seuls les combats non engagés sont perdus d'avance.

C'est en quelque sorte l'élan que la Chambre consulaire de Brazzaville a entrepris d'insuffler ces derniers temps, pour susciter un espoir, mais d'abord pour proposer une nouvelle façon de concevoir la vie. C'est une brèche indiquée pour aider à ne plus penser que tout est facile ou gratuit. «Dans ce monde où rien n'est donné, tout s'obtient au bout de l'effort, et de l'effort persévérant» disait un contemporain, pas des moindres. Côté formation, la Chambre de commerce de Brazzaville s'est plus que jamais engagée dans la voie de l'innovation et de la valorisation. Le toilettage voulu au niveau de son Centre de formation et de perfectionnement professionnels (CFPP) en dit long. Ce centre est en train d'enfanter une école d'une grosse épaisseur, dénommée Hautes études commerciales et techniques (HECT).

C'est une école qui s'inscrit quasiment sur la même trajectoire, mais qui se veut beaucoup plus entreprenante que la première, et qui formera véritablement aux métiers. Elle intègre le système Licence-master-doctorat (LMD) dans son cursus. Sa vocation sera de traduire l'inoubliable message aux étudiants congolais d'un autre contemporain à la parole alerte: «l'Etat providence est mort»! Tout le monde peut entreprendre et tout le monde peut réussir.

Dans la vie, ceux qui savent oser (au sens propre du terme) n'ont jamais eu tort, bien au contraire! Alors, comment oser, quand oser, pourquoi oser, avec qui oser? A chacun de nous d'interroger son tréfonds pour en savoir davantage! Une chose est vraie, tout est possible lorsqu'on a commencé pour parvenir jusqu'au bout.

Aristide Ghislain NGOUMA

PANDEMIE DE COVID-19

L'importance de préserver la circulation des données économiques



Rufin Bindounga, patron de la structure en charge de la statistique au Congo, réunira sans doute la presse d'ici là pour présenter les statistiques économiques post-coronavirus

La pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19) qui sévit depuis environ six mois à travers le monde n'épargne aucun secteur d'activités, elle dévaste tout. Avec elle, les conséquences meurtrières qu'elle engendre partout. Dans tous les domaines, dommages, pertes et dysfonctionnements causés par ce virus sont innombrables. Les données économiques qui sont pourtant indispensables pour éclairer les décisions de politique économique, en particulier lors d'une crise comme l'actuelle n'échappent pas à la furie de cette maladie.

La pandémie de COVID-19 a perturbé l'établissement de nombreuses statistiques essentielles au niveau des Etats. En l'absence de chiffres fiables, les décideurs ne peuvent ni évaluer dans quelle mesure la maladie nuit aux populations et à l'économie, ni suivre de façon adéquate la reprise de l'activité, économique notamment. Pour remédier à ces difficultés et pour préserver la circulation des données économiques, des experts travaillent en collaboration avec les pays et des agences internationales.

Dans ce processus, trois grands défis se présentent au travail des experts. Primo, de nombreux personnels des instituts nationaux de la statistique travaillent pour le moment à domicile en raison des confinements, souvent avec un accès limité aux outils et aux données dont ils ont besoin pour établir et diffuser les indicateurs économiques. Ainsi, le calcul des prix au détail nécessite fréquemment de se rendre dans les magasins ou points de vente, ce qui n'est pas possible actuellement dans de nombreux pays.

De même, il est difficile d'interroger les entreprises sur leurs projets de production et d'investissement car beaucoup ont fermé temporairement ou ne disposent simplement pas des moyens nécessaires pour répondre aux questionnaires des statisticiens. Dans ces conditions, les données de prix et de production, qui sont indispensables pour calibrer les mesures de politique monétaire et de relance budgétaire, courent le risque d'être retardées ou estimées sur la base d'informations partielles.

Secondo, le manque de cohérence des méthodes de comptabilisation de l'aide des Etats aux ménages et aux entreprises pourrait compliquer l'évaluation de leur incidence sur les finances publiques. Car les modalités d'une présentation optimale ne sont pas évidentes. Ainsi, se pose la question de savoir lorsqu'un Etat accorde une aide financière aux entreprises touchées par les conséquences de la COVID-19, s'il s'agit d'un investissement financier ou de subventions dont il n'attend pas de remboursement. En fonction de la réponse, les décideurs ont une vision différente du déficit budgétaire et de la dette publique du pays.

Tertio, pour se déterminer en connaissance de cause, les décideurs ont besoin d'un tableau en temps réel de l'économie. C'est sans doute la raison d'être du cahier des charges exigé aux acteurs du secteur privé congolais par le ministre d'Etat Gilbert Ondongo, ministre de l'Economie, Président de la Task-force nationale de la gestion de la pandémie de COVID-19, lors de la réunion du 25 mai dernier entre les deux parties.

En effet, nombre de statistiques officielles traditionnelles, même celles publiées mensuellement, ne sont tout simplement pas suffisamment actualisées pour être utiles pendant cette période de crise sanitaire et économique. D'autres données à plus haute fréquence sont nécessaires pour les compléter. L'importance de leur rôle était déjà reconnue avant la pandémie, mais la perturbation des statistiques traditionnelles provoquée par la crise actuelle les rend encore plus urgentes.

(Suite en page 2)

(Suite de la page 1)

Pour remédier à ces graves perturbations des données, les pays pourraient tirer parti de conseils sur la façon de combler les lacunes de celles-ci pendant la pandémie continue d'ailleurs de sévir. Parmi les autoroutes ou pistes déjà envisagées figurent des recommandations et meilleures pratiques pour assurer la continuité des principales statistiques sur les prix, la croissance et le commerce. Au niveau du Congo, voire de Brazzaville, la Chambre de commerce a agi promptement et de façon pragmatique sur la question.

Dans ses propositions transmises au ministre d'Etat, Président de la Task-force nationale de la gestion de la pandémie de COVID-19 en date du 24 avril 2020, la Chambre de commerce de Brazzaville lui a suggéré quelques pistes pour préserver le secteur privé national ainsi que l'économie au regard des statistiques actuelles

désormais fort inquiétantes. L'institution a émis également sa vision en termes de contrôle-qualité-prix ou de mercuriale à appliquer sur le marché. Elle a même amorcé une importante réflexion sur les marchés dits domaniaux, qui a aussi été transmise par courrier à Guy-Marius Okana, alors maire de Brazzaville par intérim.

D'une manière générale, au cours de cette crise sanitaire tous les pays font face à des défis similaires en matière de données, le partage des informations et l'apprentissage par les pairs sont essentiels pour bénéficier des meilleures pratiques. Le Fonds monétaire international (FMI), en collaboration avec Eurostat, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'ONU et la Banque mondiale, appuie cette façon de faire au moyen de vidéo-conférences et d'un portail dédié à la COVID-19 hébergé par l'OCDE à l'intention des statisticiens.

AG.

SANTE

L'industrie pharmaceutique africaine en quête de souffle



L'Afrique subsaharienne, importe la grande majorité des médicaments qu'elle consomme

L'Afrique subsaharienne est une région du continent qui importe les neuf-dixièmes de ses médicaments. Une situation de fragilité notamment en période de pandémie comme actuellement. Pourtant depuis 20 ans, on assiste à l'émergence de productions locales de médicaments, essentiellement dans les médicaments dits génériques.

C'est ainsi que le résumé le docteur Vandí Deli, Directeur de la Pharmacie et du médicament au ministère de la Santé du Cameroun, résume bien le sentiment dominant en Afrique. Pour lui, «la pandémie du COVID-19 nous a révélé la nécessité de développer l'industrie locale. Car en début de pandémie, certains pays, ceux qui produisent le plus de substances actives ou de produits finis, ont restreint, voire même interdit, l'exportation de certaines matières».

La pandémie de COVID-19 a révélé la fragilité de pays qui, pour la plupart, dépendent de l'extérieur pour leurs médicaments. Au Cameroun comme en Côte d'Ivoire les fabricants de génériques et de produits pharmaceutiques se comptent sur les doigts de la main. Ce qui donne à penser que l'avenir du médicament africain dépendra des industriels locaux.

Dans la capitale économique ivoirienne Abidjan, Pharmivoire Nouvelle produit des solutés, qui sont des flacons de solution intraveineuse que l'on trouve dans les hôpitaux. La fondatrice de la société, Elisabeth Kacou, déplore que l'état continue d'acheter à l'étranger ce qui est pourtant déjà disponible sur le marché local. «Il faut qu'il s'implique réellement et directement. Avec des mesures telles que l'arrêt d'importation des produits

fabriqués localement sur une durée de cinq ans, juste pour permettre aux gens de rentabiliser leur investissement», explique-t-elle.

Si aujourd'hui les grands laboratoires français et mondiaux fournissent l'Afrique, l'avenir du médicament africain dépendra peut-être des industriels locaux. Avec le Maroc, l'Algérie et l'Afrique du Sud, la Tunisie est l'un des rares pays du continent disposant d'une véritable industrie pharmaceutique. Une industrie qui cherche désormais à exporter. Beaucoup estiment que l'Afrique n'a pas d'autre choix que de fabriquer ses médicaments.

Le COVID-19 fait prendre conscience aux dirigeants africains de la nécessité d'une industrie pharmaceutique forte. Avec une croissance de 11% en moyenne ces vingt dernières années, cette industrie est en plein développement en Tunisie. La Société arabe des industries pharmaceutiques (SAIPH), l'un des leaders du médicament générique, entend désormais axer son développement sur l'Afrique subsaharienne.

Aussi, la pandémie de COVID-19 fait-elle prendre conscience aux dirigeants d'Afrique de la nécessité de se doter d'une industrie pharmaceutique puissante. Jusqu'ici, l'ensemble des pays sub-sahariens du continent importent les neuf-dixièmes des médicaments qu'ils consomment. L'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud couvrent leurs besoins à plus de 70%. Une première usine de SAIPH, est en construction à

INFOS PLUS

Directeur de publication
Paul OBAMBI

Rédacteur en chef
Aristide Ghislain NGOUMA

Comité de rédaction
Paul OBAMBI, Aristide Ghislain NGOUMA, Jean NGALESSAMY IBOMBOT, Francis Mexint ITOUA-N'GOMA, Gérard NDONGO, Evariste MIAKAKARILA, Ghislain OSSE-TOUMBA, Didace BOSSASSOU

Mise en page
Hermann BAD

Avenue Amilcar Cabral
Centre-ville Brazzaville - Congo
Tél.: 05 500 77 77

B.P.: 92 / E-mail: cciam_brazza@yahoo.fr /
angouma@yahoo.fr

*Chefs d'entreprise,
chers ressortissants
de la Chambre consulaire
de Brazzaville!*
*Ce bulletin est le vôtre,
c'est votre espace propice
pour vous faire connaître;
pour parler de vos activités;
pour mutualiser vos actions
et votre vision.*
*Nourrissez-le, profitez-en,
lisez et faites lire
sans cesse notre outil
de communication!*

*Création de la valeur, innovation,
croissance et montée en
puissance du secteur informel
congolais: notre crédo
pour les 3 ans
à venir!*

Abidjan. Le savoir-faire de ces pays pourrait donc servir de relais pour le reste du continent d'après Ramzi Sandi, Directeur général fabricant tunisien de médicaments génériques.

Lisez et faites lire INFOS PLUS!